



Independent observer
of the Global Fund

Trouver la source des vols de médicaments au Malawi s'avère difficile, selon le BIG du Fonds mondial

Le problème des vols de médicaments au Malawi est largement répandu, d'après le Bureau de l'Inspecteur général. « L'identification de la cause fait l'objet d'efforts conjoints des autorités du pays, du Fonds mondial, d'USAID et d'autres donateurs importants. »

Cette information figure dans le [rapport](#) sur l'enquête « volontariste » menée par le Bureau de l'Inspecteur général dans le cadre des vols de produits antipaludéens dans les établissements publics de santé au Malawi. Le rapport a été publié le 10 août 2017.

Le Bureau de l'Inspecteur général effectue généralement des enquêtes réactives, qui sont le plus souvent déclenchées par des donneurs d'alerte ou des informations provenant du Secrétariat. « Une enquête volontariste a vocation à introduire une composante fondée sur des données, en vue d'identifier les domaines de risques de fraude élevés et de déterminer s'ils se sont concrétisés », peut-on lire dans le rapport du Bureau de l'Inspecteur général.

Quel que soit le terme utilisé, le rapport se lit comme une étude de cas des efforts considérables déployés par le Bureau de l'Inspecteur général au fil des ans pour tenter de régler le problème des vols de médicaments au Malawi.

 À ce jour, le Fonds mondial a octroyé plus de 1,24 milliard de dollars en subventions au Malawi, notamment cinq subventions d'une valeur de 167,5 millions de dollars à l'appui du programme national de lutte contre le paludisme. Le programme dépend de l'achat et de la distribution de produits essentiels, notamment de médicaments antipaludéens. Entre 2009 et 2016, plus de 26 millions de dollars de crédits de subvention ont été utilisés pour acheter plus de 7,5 millions de blisters de combinaisons

thérapeutiques à base d'artémisinine, le traitement le plus efficace du paludisme sans complication.

Le Bureau de l'Inspecteur général s'est allié à USAID pour organiser des campagnes publiques visant à encourager les gens à signaler les vols de médicaments. J'en parle maintenant !, la campagne du Bureau de l'Inspecteur général, et Make a Difference, son équivalent USAID, utilisent le même numéro de téléphone.

Depuis son lancement en avril 2016 jusqu'à juin 2017, la ligne téléphonique a reçu 114 signalements, dont 62 en rapport avec le détournement de combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine du système public de santé. Toutefois, la majorité des signalements se rapportaient à la vente illégale de ces médicaments plutôt qu'à leur vol.

Le Bureau de l'Inspecteur général a également travaillé en étroite collaboration avec des responsables du gouvernement du Malawi, notamment de l'Unité d'enquête sur les vols de médicaments. Le Bureau de l'Inspecteur général a rapporté qu'entre août 2016 et avril 2017, cette unité a, en collaboration avec les services de police du pays, entrepris des actions à l'encontre de 62 personnes soupçonnées de voler ou de vendre des médicaments du système public de santé. Seize de ces personnes étaient des agents de santé publics, qui ont ultérieurement fait l'objet de poursuites judiciaires pour vol de médicaments. À ce jour, trois d'entre elles ont été condamnées.

Bien que les agents de santé publics puissent être à l'origine d'une partie des vols, le Bureau de l'Inspecteur général estime ne pas être en mesure d'identifier de manière catégorique une cause plutôt qu'une autre. Il est en effet beaucoup plus facile de trouver des preuves de la vente des médicaments volés que de la manière dont ils ont été volés. Alors que le Bureau de l'Inspecteur général a commandité trois « études de marché » au cours des deux dernières années, et que celles-ci ont identifié plusieurs fournisseurs et pharmacies privés vendant illégalement des combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine achetées par le Fonds mondial et d'autres donateurs, elles ne révèlent pas les canaux illégaux par lesquels sont passés les produits.

Même si, selon le Bureau de l'Inspecteur général, les enquêtes axées sur la vente illicite de médicaments volés peuvent au bout du compte identifier les sources des médicaments, des étapes d'enquête supplémentaires sont généralement nécessaires, ainsi que du temps et des ressources additionnels. Le Bureau continue donc d'analyser l'information reçue au travers de la ligne téléphonique, accordant la priorité aux signalements, et de détailler le lieu et les auteurs des vols, afin que les forces de l'ordre puissent agir.

D'après le Bureau de l'Inspecteur général, plusieurs « vulnérabilités » ont été identifiées dans la chaîne d'approvisionnement, lesquelles pourraient fournir des occasions de vol. Ces vulnérabilités concernent entre autres le non-rapprochement des données sur les livraisons, les inventaires et les fiches de stocks, l'inadéquation et l'inefficacité des systèmes et processus de comptabilisation des marchandises et l'inadéquation des installations de stockage.

Aidspan a déjà publié dans la version anglaise de l'OFM un [article](#) sur le problème des vols de médicaments au Malawi, ainsi qu'un [article](#) sur l'audit réalisé en 2016 par le Bureau de l'Inspecteur général sur les subventions du Malawi.

[Read More](#)
